

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

"Quelle Europe de l'électricité ?"

Le CELSIG organise, le lundi **27 juin prochain**, au Comité économique et social européen à Bruxelles, un **séminaire européen** intitulé "Quelle Europe de l'électricité ?" qui s'inscrit dans le cadre du programme de travail de la Commission fixé par le Livre blanc sur les services d'intérêt général.

Programme et inscription préalable nécessaire sur www.celsig.org

Conseil européen de Bruxelles

Le Conseil européen des 16/17 juin dernier, s'est achevé par un échec sur la question des perspectives financières qui ont buté sur la question du "chèque britannique" et de la politique agricole commune, malgré les efforts de la présidence luxembourgeoise et l'offre des dix nouveaux Etats membres de renoncer à certains financements. On retiendra, également, que le Conseil "approuve la déclaration sur les principes directeurs du développement durable" (jointe en annexe I aux conclusions du Conseil).

Par ailleurs, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait une déclaration sur la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe. "Nous avons pris acte des résultats des référendums en France et aux Pays-Bas. Nous estimons que ces résultats ne remettent pas en cause l'attachement des citoyens à la construction européenne. Les citoyens ont, toutefois, exprimé des préoccupations et des inquiétudes dont il faut tenir compte. Il est donc nécessaire d'entreprendre une réflexion commune à cet égard." "Nous nous fixons rendez-vous au premier semestre 2006 afin de procéder à une appréciation d'ensemble des débats nationaux et de convenir de la suite du processus."

<http://ue.eu.int/showPage.ASP?lang=fr>

Directive services

Evelyne Gebhardt (PSE, Allemagne) a présenté, le 24 mai dernier, à la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement européen, la deuxième partie de son rapport sur la proposition de directive services. La première partie, présentée le 19 avril dernier, proposait l'exclusion des services d'intérêt général, le remplacement du principe du pays d'origine par la reconnaissance mutuelle pour les prestations transfrontalières, l'introduction du principe du pays de destination pour certains services (voir bulletin 172). Les propositions contenues dans la deuxième partie vont dans le même sens. Elles prévoient ♦ le renforcement du rôle du guichet unique destiné à faciliter les démarches administratives, qui serait étendu aux entreprises désireuses d'offrir temporairement leurs services dans un Etat membre donné. Il devrait être pleinement opérationnel, au plus tard, quatre ans après l'entrée en vigueur de la directive ♦ l'augmentation de la compétences des Etats membres de destination en matière de régime d'autorisation. Ceux-ci n'auraient plus à justifier leurs régimes d'autorisation, .../...

"Which Europe of electricity?"

On Monday 27th June 2005, at the European Economic and Social Committee in Brussels, CELSIG is organising a European seminar entitled "Which Europe of electricity?", that falls within the scope of the Commission's working program as fixed by the White Paper on the services of general interest.

The seminar program and necessary pre-registration form are available at: www.celsig.org

European Council of Brussels

The European Council of 16th and 17th June ended in a complete failure on the question of financial perspective which butted against the issue of the "British cheque" and the common agricultural policy, despite efforts by the Luxembourg presidency and the offer by the ten new Member States to give up certain funding. It is also important to note that the Council "approves the declaration on the guiding principles of sustainable development" (appended in annexe I of the Council's conclusions).

Further, heads of State or government made a statement on the ratification of the draft establishing a constitution for Europe. "We have noted the outcome of the referendums in France and the Netherlands. We consider that these results do not raise questions about citizens' attachment to the construction of Europe. Citizens have, nevertheless, expressed concerns and worries which need to be taken into account. Hence there is need for us to reflect together on this situation.." "We have agreed to come back to this matter in the first half of 2006 to make an overall assessment of the national debates and agree on how to proceed."

<http://ue.eu.int/showPage.ASP?lang=en>

Services directive

On 24th May 2005, Evelyne Gebhardt (PSE, Germany) presented, before the internal market and consumer protection committee of the European Parliament, the second part of her report on the proposal for a services directive. The first part, presented on 19th April 2005, proposed the exclusion of services of general interest, the replacement of the principle of the country of origin by the mutual understanding on cross-border services, the introduction of the principle of the country of destination for certain services (see bulletin 172). Proposals contained in the second part go in the same direction. They envisage ♦ the reinforcement of the role of the one-stop-shop intended to facilitate administrative procedures, which would be extended to companies willing to temporarily offer their services in a given Member State. It should be fully operational, at the latest, four years after the coming into force of the directive ♦ the enhancement of competences of destination Member States as regards authorisation systems. Member States will not be required to justify their authorisation systems any more, .../...

ils pourraient révoquer une autorisation et les entreprises devraient avoir obtenu une réponse pour entamer leurs activités ♦ le remplacement du principe de la "liste noire" des exigences que les Etats membres seraient tenus d'abolir immédiatement par l'autorisation pour les Etats membres à demander aux entreprises de prouver que leurs services répondent à un besoin économique ♦ le raccourcissement de la "liste grise" des exigences nationales devant être évaluées et éventuellement supprimées si elles sont jugées discriminatoires, non justifiées par des motifs d'intérêt public ou non proportionnées, et une période transitoire minimum de quatre ans. Les Etats membres seraient aussi autorisés à limiter les points de vente autorisés dans une région, à fixer des tarifs maximum ou minimum, interdire la vente à perte ♦ le respect des directives sectorielles. Les amendements sont accompagnés de considérants justifiant les modifications proposées. Par ailleurs, E. Gebhardt, soutient que le principe du pays d'origine est en contradiction avec l'article 50 du traité CE selon lequel le prestataire étranger doit être soumis au même traitement que les ressortissants du pays de prestation, que la liste des services couverts par la directive est indicative et non exhaustive.

Le 13 juin, le commissaire en charge du marché intérieur, Charlie McCreevy, a dit aux parlementaires européens qu'il serait "raisonnable" si le Parlement l'était lui-même, mais il n'a rien dit sur la position de la Commission après la première lecture en plénière du Parlement, prévue pour octobre. Pour sa part, E. Gebhardt a précisé qu'elle n'était pas pour un retrait de la directive.

Temps de travail

♦ **Conseil emploi et politique sociale** : Le Conseil emploi, du 2 juin dernier, s'est conclu par un *statu quo* dans le dossier de la révision de la directive de 1993 sur le temps de travail. Suite au rapport d'Alejandro Cercas (PSE, Espagne), approuvé par le Parlement européen le 11 mai dernier, la Commission a présenté au Conseil une version modifiée prévoyant l'abolition de la clause permettant de déroger de manière individuelle à la durée maximum de 48 heures de travail par semaine (opt out), trois ans après l'entrée en vigueur de la directive (voir également bulletin 173). L'Allemagne, Malte, la Pologne et la Slovaquie se sont ralliés au Royaume-Uni pour exiger le maintien de l'opt out.

♦ **Temps de travail des travailleurs ferroviaires** : Le Conseil affaires sociales du 2 juin dernier, est parvenu à un accord politique sur un projet de directive visant à donner effet à l'accord conclu en janvier 2004 entre les partenaires sociaux sur certains aspects de l'aménagement du temps de travail des travailleurs du secteur ferroviaire effectuant des services transfrontaliers. L'Autriche, le Royaume-Uni et la Slovaquie ont annoncé qu'ils s'abstiendraient lors du vote de la directive et la Commission s'est engagée à faire rapport sur son impact économique et social dans la perspective la libéralisation du secteur ferroviaire, avant la date prévue pour sa transposition.

Transports

♦ **Agence ferroviaire européenne** : A l'occasion de l'inauguration, le 16 juin dernier, de l'Agence ferroviaire européenne, et suite au règlement (CE) n° 881/2004 du 29 avril 2004, le commissaire Barrot, en charge des transports, a précisé son programme de travail. Sa mission générale étant de rapprocher les règles techniques et de sécurité nationale, l'Agence sera responsable de l'élaboration et de la révision des spécificités techniques d'interopérabilité ferroviaire, notamment pour les systèmes conventionnels, en donnant la priorité au transport de marchandises. .../..

they could revoke an authorisation and the companies would be required to have obtained a response before starting their activities ♦ the replacement of the principle of the "black list" of the requirements which Member States would be required to immediately abolish by authorisation of Member States to compel companies to prove that their services meet an economic demand ♦ the shortening of the "grey list" of the national requirements to be evaluated and eventually withdrawn if they are considered discriminatory, unjustified on the basis of public interest or exaggerated, and the shortening of the minimum transitory period of four years. Member States would also be authorised to limit the number of outlets authorised within an area, to fix maximum or minimum charges, to prohibit the sales at a loss ♦ observation of sector directives. Amendments are accompanied by arguments justifying the modifications suggested. Further, E Gebhardt, deems that the principle of the country of origin contradicts article 50 of the EC treaty according to which a foreign service provider should be treated on equal footing with providers of the country where the services are provided, that the list of the services covered by the directive is only indicative and not exhaustive.

On 13th June, the commissioner in charge of the internal market, Charlie McCreevy, told the European members of Parliament that it would be "reasonable" if the Parliament itself were, but said nothing on the position of the Commission after the first plenary reading at the Parliament, slated for October. For her part, E Gebhardt specified that she was not in favour of a withdrawal of the directive.

Working time

♦ **Employment and social policy Council**: The employment Council held 2nd June 2005, ended in a *status quo* on the issue of the revision of the 1993 directive on working time. Following the report by Alejandro Cercas (PSE, Spain), approved by the European Parliament on 11th May 2005, the Commission presented to the Council an amended version envisaging the abolition of the clause providing for exemptions, on individual basis, of the maximum duration of 48 working hours per week (opt out), three years after the coming into force of the directive (see also bulletin 173). Germany, Malta, Poland and Slovakia joined the United Kingdom to demand the upholding of the opt out.

♦ **Working time for railway workers**: The social affairs Council of 2nd June 2005, managed to reach a policy agreement on a draft directive aimed at giving force to the agreement concluded in January 2004 between social partners on certain aspects of the adjustment of the working time for workers in the railway sector carrying out cross-border services. Austria, the United Kingdom and Slovakia announced that they would abstain from during the vote of the directive and the Commission promised to submit a report on its economic and social impact, in the perspective of the liberalisation of the railway sector, before the planned date for its transposition.

Transport

♦ **European railway Agency**: On the occasion of the inauguration of the European railway Agency, 16th June 2005, and following the regulation (EC) n° 881/2004 of 29th April 2004, Commissioner Baron, in charge of transports, specified its working program. Its general mission being to bring closer technical rules and national safety, the Agency will be responsible for the development and the revision of technical specifications of railway interoperability, in particular for conventional systems, by giving priority to transportation of goods. .../...

L'agence se chargera, également, des aspects techniques du système de gestion du trafic ferroviaire (ERMTS), pour lequel la Commission va présenter incessamment un plan de déploiement sur les grands axes prioritaires du réseau transeuropéen de transport et qui devrait générer plus de 5 millions d'euros d'investissement d'ici 2007. L'agence sera totalement opérationnelle à partir de mi-2006. (voir également bulletin 149/150)

♦ **Transport aérien** : Le Commissaire aux transports, Jacques Barrot, a annoncé, le 16 juin dernier, le lancement imminent de la phase de définition de SESAME, programme de modernisation des infrastructures de contrôle du trafic aérien européen et élément central du développement du "ciel unique" européen. La première étape, qui durera jusqu'en 2007, coûtera quelques 60 millions d'euros qui seront supportés par Eurocontrol et la Commission européenne.

♦ **Mobilité urbaine** : A partir de données collectées en 2001 dans cinquante villes du monde (dont 45 en Europe), l'Union internationale des transports publics (UITP) a réalisé sa deuxième étude sur la mobilité dans les villes. La comparaison avec l'étude de 1995 fait ressortir que le taux de motorisation a augmenté de 11% alors que le taux de fréquentation des transports publics a peu augmenté. L'étude fait ressortir, également, que : lorsque les transports publics sont plus utilisés que les autres modes de transports, les coûts directs à long terme pour la communauté sont moitié moins élevés et les économies d'énergie vont jusqu'à 500 kg d'essence par an et par habitant ; l'investissement dans les transports urbains est resté stable ; la fréquentation des transports publics croît avec le taux de couverture du territoire et la fiabilité.

Energie

♦ **Efficacité énergétique** : Le Parlement européen a adopté, le 7 juin dernier, en première lecture et à une large majorité, le rapport de Mechtild Rothe (PSE, Allemagne) sur la proposition de directive sur l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et les services énergétique. Ce rapport propose, notamment, de fixer des objectifs contraignants et plus ambitieux d'économie d'énergie (3% de 2006 à 2009, 4% de 2009 à 2012, 4,5% de 2012 à 2015, au lieu de 1% par an proposé par la Commission), de prévoir des objectifs plus ambitieux pour le secteur public, de faire de l'efficacité énergétique un critère d'évaluation pour l'attribution de marchés publics, de mettre en place un "système transparent et non bureaucratique" pour mesurer et vérifier les efforts accomplis, d'informer les citoyens. Par ailleurs, le rapport est favorable à la mise en place d'un véritable marché des services énergétiques, à la possibilité donnée aux Etats membres de s'entendre sur des objectifs nationaux différenciés et contraignants, à la mise en place de mesures incitatives. La Commission européenne soutient le Parlement sur le fait que les objectifs doivent être obligatoires, ce que semble rejeter le Conseil des ministres énergie qui devrait prendre position le 28 juin prochain.

♦ **Réseaux transeuropéens** : Le Parlement européen a adopté, le 7 juin dernier, en première lecture et à une large majorité le rapport d'Anne Laperrouze (ALDE, France) sur les orientations relatives aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie. Le rapport soutient les orientations du Conseil et de la Commission sur le développement d'un marché paneuropéen intégré du gaz et de l'électricité en introduisant certains amendements, comme : la mise à jour de la liste de projets des Etats membres ; porter à 60 millions d'euros l'enveloppe financière annuelle afin, notamment, de mieux répondre aux contraintes environnementales ; la nécessité de recourir à des coordonnateurs européens pour les projets d'interconnexion présentant des difficultés de mises en œuvre ; la désignation de certains projets comme étant d'intérêt général ; inciter les Etats membres à coopérer par le biais d'enquête transnationales ; permettre aux projets liés aux oléfines .../..

The agency will also take care of the technical aspects of the European Rail Traffic Management System (ERMTS), for which the Commission will soon present a deployment program on the main priority axes of the trans-European transport network and which should bring about more than 5 million euros in investment from now to 2007. The agency will be fully operational from mid-2006. (see also bulletin 149/150)

♦ **Air transport**: The Commissioner for transport, Jacques Barrot, on 16 June announced the imminent launching of the definition phase of SESAME, a program for the modernisation of the European air traffic control infrastructures and a key element in the development of the European "single sky". The first stage, which will last until 2007, will cost about 60 million euros which will be met by Eurocontrol and the European Commission.

♦ **Urban mobility**: From data collected in 2001 in fifty cities around the World (including 45 in Europe), the International Union of Public Transport (UITP) carried out a second study on mobility in cities. Comparison with the 1995 study reveals that the rate of motorisation has increased by 11% whereas the rate of public transport usage has increased just a little. The study also shows that: when public transport is used more than other means of transports, the direct costs for the community, on the long run, are cut by half and energy saving goes up to 500 kg of fuel per annum and per capita; investment in urban transport remained stable; the usage of public transport increases with the coverage rate of the territory and the reliability.

Energy

♦ **Energy efficiency**: On 7th June 2005 the European Parliament adopted, in first reading and with a vast majority, the report by Mechtild Rothe (PSE, Germany) on the proposal for a Directive on energy end-use efficiency and energy services. The report proposes, in particular, to lay down binding and more ambitious objectives of energy saving (3% from 2006 to 2009, 4% from 2009 to 2012, 4,5% from 2012 to 2015, instead of 1% per year as proposed by the Commission), to envisage more ambitious objectives in the public sector, to make energy efficiency a criterion of evaluation in the awarding of public tenders, to set up a "transparent and non-bureaucratic system" to assess and check efforts made, to inform citizens. Further, the report is in favour of the setting up of a real market for energy services, of the possibility given to the Member States to agree on specific and binding national objectives, with the introduction of incentives. The European Commission supports the Parliament on the fact that objectives must be obligatory, something that the Council of Ministers on energy, which is to give its opinion on 28th June, seems to reject.

♦ **Trans-European Networks**: On 7th June 2005 the European Parliament adopted, in first reading and with a large majority, the report by Anne Laperrouze (ALDE, France) on the orientations related to Trans-European Networks in the energy sector. The report supports the orientations of the Council and of the Commission on the development of an integrated pan-European market for gas and electricity by introducing certain amendments, such as: the updating of the list of projects of Member States; bringing up to 60 million euros the annual financial envelope in order to, in particular, better meet environmental constraints; the need to resort to European coordinators for interconnection projects that present particular difficulties of implementation; the designation of certain projects as being of general interest; to incite Member States to cooperate through trans-national inquiries; to allow projects related to olefins .../..

d'accéder aux prêts BEI, notamment pour permettre une diminution du transport par route. Le Conseil des ministres énergie doit se prononcer le 28 juin prochain.

♦ **Enquête sectorielle** : Suite à des préoccupations exprimées par les consommateurs et de nouveaux arrivants sur le marché, la Commission européenne (DG concurrence) a envoyé, le 13 juin dernier, plus de 2000 questionnaires aux principaux acteurs du secteur de l'électricité et du gaz qui portent sur la formation des prix de gros d'électricité et la liquidité du marché de gros du gaz dans les 25 Etats membres. Ils devraient permettre de comprendre les raisons des récentes hausses du prix de l'énergie sur les marchés au comptant et à terme.

♦ **Livre vert** : Le Livre vert sur l'efficacité énergétique a été publié ce 22 juin, nous y reviendrons dans le prochain bulletin. http://www.europa.eu.int/comm/energy_transport/fr/lpi_lv_fr1.html

Cour de justice

♦ Dans un arrêt C-174/04 du 2 juin 2005, la Cour dit qu'en suspendant automatiquement les droits de vote liés à des participations supérieures à 2% du capital social des entreprises du secteur de l'électricité et du gaz, lorsque ces participations sont acquises par des entreprises du secteur public non cotées sur des marchés financiers réglementés, la loi italienne viole le principe de la libre circulation des capitaux visée au paragraphe 1 de l'article 56 du traité CE. La Cour dit que "cette constatation n'est pas infirmée par le fait que la réglementation en cause ne s'adresse qu'à une catégorie d'entreprises jouissant sur leur marché national d'une position dominante"

♦ Dans un arrêt C-17/03 du 7 juin 2005, la Cour dit que l'accès privilégié d'un ancien monopole au réseau de transport transfrontalier d'électricité en raison de contrats conclus avant la libéralisation du marché constitue une discrimination interdite par la deuxième directive sur le marché intérieur de l'électricité, même si l'entreprise avait anciennement conclu des contrats de longue durée en exécution d'une mission d'intérêt général. La Cour dit que "les articles 7, paragraphe 5, et 16 de la directive 96/92/CE ne se limitent pas à viser les prescriptions techniques, mais doivent être interprétées en ce sens qu'ils s'appliquent à toutes les discriminations". La Cour rappelle, également, que la directive prévoyait en son article 24 que des demandes de dérogations transitoires pouvaient être faites par les Etats membres, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la directive.

♦ Dans un arrêt C-534/03 du 7 juin 2005, la Cour dit que, en matière de coordination des régimes de sécurité sociale, le principe selon lequel l'Etat d'emploi est prioritairement compétent lorsqu'un travailleur salarié a droit aux mêmes prestations familiales à la fois dans l'Etat de son emploi et dans l'Etat où il habite avec sa famille, connaît des exceptions. Lorsque l'autre parent exerce une activité professionnelle dans l'Etat de la résidence commune, cet Etat est prioritairement compétent. L'arrêt dit aussi qu'il existe des règles "anti-cumul" dès lors qu'un cumul des droits prévus par chacun des Etats risque de se produire. L'arrêt rappelle qu'une personne a la qualité de "travailleur" au sens du règlement (CEE) n° 1408/71 dès lors qu'elle est assurée ne serait-ce que contre un seul risque, au titre d'une assurance obligatoire ou facultative auprès d'un régime de sécurité sociale, et ce indépendamment d'une relation de travail.

to have access to EIB loans so as to, in particular, allow a reduction in road transport. The energy Council of Ministers is to make known its decision on 28th June 2005.

♦ **Sector Inquiry**: Following concerns expressed by consumers and new market entrants, the European Commission (DG competition), on 13th June 2005, sent more than 2000 questionnaires to the principal actors in the electricity and gas sectors which concern price formation and wholesale markets of electricity and the liquidity in the wholesale market for gas in the 25 Member States. It should make it possible to understand the reasons of the recent rises in the price of energy on the spot markets and in the long term.

♦ **Green Paper**: The Green Paper on energy efficiency was published on 22nd June 2005, we will come back to it in the next bulletin . http://www.europa.eu.int/comm/energy_transport/en/lpi_lv_en1.html

Court of Justice

♦ In a judgement C-174/04 of 2nd June 2005, the Court states that by automatically suspending voting rights attached to holdings exceeding 2% of the authorized capital of undertakings in the sectors of electricity and gas, where such holdings are acquired by public undertakings that are not quoted on the stock exchange, the Italian law infringes the principle of freedom of movement of the capital cited in paragraph 1 of article 56 of the EC treaty. The Court states that "the fact that only public undertakings holding a dominant position in their domestic markets are affected does not detract from that finding".

♦ In a judgement C-17/03 of 7th June 2005, the Court states that the grant of preferential access to the cross-border electricity transmission network to an undertaking which previously held a monopoly, because of contracts concluded prior to the liberalisation of the market, amounts to discrimination prohibited by the second electricity directive, on the internal market of electricity, even if the company had, some time back, concluded long term contracts for carrying out a mission of general interest. The Court states that "articles 7, paragraph 5, and 16 of directive 96/92/EC are not restricted to the technical specifications, but must be interpreted in the sense that they apply to all the discriminations". The Court also recalls that the directive envisaged, in its article 24, that requests for transitory exemptions could be made by Member States, at the latest, a year after the entry into force of the directive.

♦ In a judgement C-534/03 of 7th June 2005, the Court states that, as regards coordination of the social security systems, there are exceptions to the principle that the state of employment is primarily responsible for payment of family benefits where employed persons are entitled to the same family benefits both in the state of their employment and -solely on the ground of their residence there - in the state in which they live with their family. Where the other parent is employed in the common State of residence, that State is primarily responsible for payment. The decision also states that there are "anti-overcompensation" rules where the overlapping of rights envisaged by each State is likely to occur. The judgement recalls that a person has the quality of "worker" within the definition of regulation (EEC) n° 1408/71 as long as he is insured even against only one risk, under a compulsory insurance or optional in a social security system, independent of a working relationship.